

Les récentes journées de mobilisation organisées à la Poste, à la Sncf, dans la Fonction publique ont été de réels succès malgré leur dispersion. Des centaines de milliers de manifestants ont démontré leur détermination à ne plus subir. Ces mouvements, malgré la propagande gouvernementale, ont été largement soutenus par l'opinion publique.

Le 5 février ; public, privé Toutes et tous dans la rue !



Malgré l'ampleur grandissante du mécontentement, le gouvernement et le patronat annoncent vouloir poursuivre leur entreprise de démolition sociale. La mobilisation du 5 février à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales doit être l'occasion d'exprimer avec plus de force encore nos revendications en matière de revalorisation salariale, de développement de l'emploi, d'amélioration du droit du travail, de défense des services publics.

Pour nos salaires !

Le refus d'augmenter les salaires des fonctionnaires va entraîner le même refus pour les salariés de notre secteur privé, puisqu'en dernier ressort c'est le ministère de la santé qui décide et agréé les accords.

Le pouvoir d'achat est, à juste titre, une préoccupation importante des salariés du privé comme du public. Les dépenses incompressibles (logement, énergie, transport ...) augmentent bien au-delà du taux officiel de l'inflation.

Pour 2003 et 2004, les salaires des fonctionnaires n'ont été revalorisés que de 0,5%, alors que les pertes de pouvoir d'achat se montent à 5% pour les quatre dernières années. Dans le même temps, les salaires du privé sont quasiment bloqués partout. Il est urgent d'obtenir une augmentation de 230 euros pour tous.

Pour l'emploi !

Le gouvernement annonce une reprise de la croissance, mais les emplois ne suivent pas. Plans sociaux et délocalisations se succèdent dans le pays. Dans notre secteur, les restrictions budgétaires et les restructurations annoncent la suppression de milliers d'emplois dans les établissements. Pourtant les besoins dans le secteur sanitaire et social sont immenses, les conditions de travail et de soins se dégradent partout faute d'effectifs suffisants.

Pour nos droits sociaux ...

Depuis trois ans, le gouvernement Raffarin multiplie les attaques contre les salariés.

Avec la contre-réforme des retraites, il a réussi à imposer un allongement de la durée de cotisation et une baisse des pensions. Avec celle de l'assurance-maladie, il développe une médecine à plusieurs vitesses. L'énorme majorité des patients paieront plus pour être plus mal soignés.

Après s'en être pris à la protection sociale, le gouvernement entend mettre en oeuvre les revendications du Medef qui souhaite voir les entreprises débarrassées de toute obligation légale. Il s'agit de favoriser un désengagement des entreprises de toutes contributions sociales et d'affaiblir le plus possible les protections des salariés contenues dans le Code du travail.

La mise en oeuvre du plan "Hôpital 2007", introduit les méthodes "managériales" du privé commercial à l'intérieur du service public hospitalier et privatise tous les secteurs qui ne sont pas directement liés au soin.

... et notre temps de travail !

Dans le même temps, gouvernement et patronat s'appuient mutuellement pour remettre en cause les 35 heures même si les lois Aubry étaient loin d'être satisfaisantes. Elles avaient en effet permis aux directions de pratiquer une plus grande flexibilité des horaires.

Leur objectif est de remettre en cause les jours RTT et de dé plafonner le nombre d'heures supplémentaires. Il s'agit bien maintenant de travailler plus pour gagner moins ! Sans parler de la décision scandaleuse de supprimer un jour férié sous prétexte de solidarité nationale.

Face à un gouvernement entièrement acquis aux dogmes libéraux et qui applique consciencieusement les diktats du Medef, il faut construire un front unitaire syndical fort et combatif.

Salaires, emplois, statuts et droit du travail, sont de bonnes raisons pour agir et faire reculer patronat et gouvernement.

Le 5 février peut être une étape importante dans la construction de ce rapport de force favorable aux salariés.

Participons massivement aux manifestations unitaires organisées le 5 février.

Sud santé sociaux a déposé un préavis national de grève pour les salariés du secteur sanitaire et social

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau - 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org

Paris, le 27 janvier 2005

